



Archivage Numérique-GED - Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing

Web : www.afriatech.com Email : info@afriatech.com Tél. : +228 261-60-71 - Fax : +228 261-60-70

Objectif 2015 : **zéro papier !**

**Sur la demande de report des législatives en décembre 2012 ou janvier 2013**

**LE COLLECTIF « SAUVONS LE TOGO » TEND UN PIEGE AU GOUVERNEMENT**

P 4



# TR TOGOREVEIL

*Le pari d'une actualité qui réveille*



**Dossier** PP 2&3

**Après 43 Ans de vie et de pouvoir le RPT laisse place à l'Union pour la République (UNIR)**

## SUCCESSION, ECHEC ET SUCCESSION ....LE CHEMIN QUI A CONDUIT A LA RUPTURE

■ **Redécoupage électoral en marche L'ANC ENTRE SCIENCE, INTRANSIGEANCE ET SUPPUTATION** P 6

■ **Fin de l'édition 5 du Jeu « Les Concurrents » LE COLLEGE CHAMINADE SORT VAINQUEUR** P 7

■ **Le Civisme Aujourd'hui PAYER LES IMPÔTS, UN ACTE CIVIQUE** P 4



**PROVONAT :** P 3  
**DEJA 1.500 VOLONTAIRES NATIONAUX MOBILISES, LE PROGRAMME « REGIONALISE »**

TR 062 du 20 avril 2012  
Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



**FACE A L'INSOUCIENCE DE LEUR ROI, LA COMMUNAUTE YORUBA SOLLICITE L'INTERVENTION DES AUTORITES TOGOLAISES** P 6

# Après 43 Ans de vie et de pouvoir le RPT laisse place à l'Union pour la République (UNIR) SUCCESSION, ECHEC ET SUCCESSION ... LE CHEMIN QUI A CONDUIT A LA RUPTURE

Depuis le samedi 14 Avril 2012 c'est un euphémisme que de dire que le Rassemblement du Peuple Togolais a été le parti politique le plus enraciné au Togo. Vieux de 43 ans, le RPT qui a régné depuis ce pays avec une brève alternance mouvementée de deux ans vite oubliée par les togolais aujourd'hui, vient de tirer sa révérence à Blitta.

Nous sommes retournés sur le parcours pas toujours élogieux de ce parti créé à Kpalimé par le président Eyadéma.

## 30 novembre 1969, Chimères ou réalité d'un rassemblement des Togolais

Après l'assassinat de Sylvanus Olympio à qui l'on reprochait trop tôt sans propension déclarée ou supposée à diviser le peuple togolais fraîchement indépendant, il y a eu la période Nicolas Grunitzky de 1963 à 1967. La nation togolaise en gestation souffre déjà de ses divisions Nord-Sud. Gnassingbé Eyadéma à la tête de l'armée togolaise prend le pouvoir pour « éviter la guerre civile » selon l'expression consacrée. Trois jours plus tard la constitution est suspendue et la dissolution de l'assemblée nationale prononcée.

Comme dans la Rome antique, un dictateur est né et concentre dans ses mains tous les pouvoirs. Il forme son gouvernement et engage le pays sur la voie du développement. La recette n'est pas à proprement parlé de lui, elle lui a été inspirée par le colonisateur qui a procédé de façon identique dans la plupart des pays.

Deux ans plus tard le « dictateur » Eyadéma lance l'appel historique de Kpalimé qui en lui-même est une interdiction expresse à l'exercice du multipartisme. Un creuset national est créé pour tous les togolais.

## Le RPT, parti unique togolais

Au lendemain de l'Appel Historique du 30 août 1969 à Kpalimé, les Togolais n'ont pas à choisir. De gré ou de force, ils doivent militer dans un seul parti politique, un seul courant de pensée, une seule vision pour tous. On parle de « regarder dans la même direction. » La démocratie dont les togolais n'avaient pas totalement conscience est enterrée avant même que le multipartisme de

la fin des années 50 ne participe à sa pratique effective.

## Le Togo se construit sous l'œil autoritaire du timonier.

Certains barons des précédents régimes s'exilent pour mieux organiser leur retour aux affaires avec comme seule alternative, les coups d'Etat pour renverser le pouvoir.

En guide éclairé, Eyadéma organise son armée pour protéger le pays et consolider son pouvoir face aux tentatives de putsch qui ne manqueront pas de jaloner ses 38 ans de règne à la tête du RPT et du Togo.

Les élections sont des formalités pour le Président Fondateur du parti et pour les candidats choisis par le parti pour les législatives. Les résultats sont presque unanimes et la contestation impossible et impensable. La discipline du parti et la sécurité imposent la paix et une union, même si elle se révélera une union de façade. Le Togo peut se targuer à cette époque d'être le pays le plus stable de l'Afrique noire. Flatteusement, il est appelé « La Suisse de l'Afrique ». Le tourisme connaît son âge d'or grâce également à la légendaire hospitalité togolaise. Sur le plan économique le phosphate togolais assure le développement du pays à travers « les grands travaux ». Les togolais semblent heureux, en tous cas. Ils chantent et dansent pour le Général Eyadéma, le « Père » d'une nation qui enfin se forme et tourne le dos aux rivalités d'antan. Mais cela ne suffira pas. Comme partout ailleurs dans le monde, les dictatures vont vite subir le revers de l'aspiration du monde à une vie plus libre et plus épanouie. Le président Mitterrand invite la démocratie chez nous à travers le Sommet de la Baule.

## 1990, le RPT perd son monopole politique

Engagé de l'extérieure, le besoin de démocratie ne s'est pas fait attendre à l'intérieur. Dès le lendemain du sommet franco-africain de la Baule, le Togo s'est mis en ébullition.

A commencer par les juristes et les étudiants qui créent les premières associations pour réorganiser la vie



publique. Au sortir de la Conférence nationale ouverte en juillet 1991, le Togo enregistre ses premières associations et formations politiques officielles. La plupart d'entre elles naîtront sur la base de regroupement de petites associations. Leurs responsables entrent au gouvernement de transition ou sont membres du Haut Conseil de la République (le parlement de la Transition). Pendant la Conférence Nationale souveraine ouverte le 8 juillet 1991, le RPT et ses dirigeants sont exposés dans leurs abus, ils sont vomis par une bonne partie des togolais qui appellent de tous leurs vœux l'alternance.

## Le RPT est mort ! Vive le Front Uni de l'Opposition Démocratique COD II

A l'issue de la Conférence Nationale Souveraine, de nouvelles institutions sont mises en place pour gérer une transition démocratique devant aboutir à l'élection d'un nouveau Président de la République et plus tard d'un Parlement. L'opposition togolaise prend le pouvoir qu'elle confie à un Premier Ministre élu par les participants à la CNS. Me Joseph Kokou KOFFIGO, éclipe le RPT et son Président. Il concentre avec son gouvernement tous les pouvoirs sauf l'armée que la CNS confie ironiquement au Président Eyadéma qui n'a pour seule fonction que celle de « Chef Suprême des Armées ». L'armée togolaise est appelée à rejoindre les casernes et l'opposition prend sur elle d'ouvrir le Boulevard des Armées au public. Très tôt la transition se colore aux pigments des ethnies qui composent les leaders qui la dirigent. La chasse aux sorcières commence dans l'administration sur des bases tribales. Sur le plan de la cohésion sociale, c'est une autre catastrophe. Les populations du Nord qui vivaient en parfaite symphonie dans les zones rurales du Sud sont traquées et chassées au sud et au vu des responsables de l'opposition qui ne lèvent pas le petit doigt pour préserver l'unité.

## Le COD II s'éloigne des idéaux démocratiques

Une partie du Togo, celle-là qui constitue encore aujourd'hui le fief du RPT ne se retrouve plus dans



l'avènement démocratique annoncé et largement approuvé pendant la CNS. Le HCR, parlement non élu de la transition décide de dissoudre le RPT pour partager ses avoirs matériels et humains. La réplique ne s'est pas fait attendre. Les jeunes du parti se mobilisent et manifestent leur hostilité à la décision. L'armée intervient et disperse les Hauts Conseillers de la République. La tentative de dissolution est avortée.

## La Seconde vie du RPT entre tumulte et intrigues

Les vieux barons trop brutalement mis à la retraite par des néophytes politiques, reprennent du poil de la bête et se réinstallent aux côtés des dirigeants de l'opposition pour une gestion consensuelle du pays.

On se rappelle encore le 28 juillet 1992, soit un an vingt jours après la conférence nationale souveraine. Ce jour-là une commission mixte paritaire est mise sur pied pour trouver des solutions appropriées à la crise socio-politique du pays. Un accord est signé. Trois gouvernements se sont succédé en un an. L'opposition perd du terrain et jette l'éponge en lançant le 16 novembre 1992 la grève générale illimitée destinée à faire partir Eyadéma. Mais ce dernier renforce son pouvoir. Les tentatives de coup d'état du 1er octobre 1991, des 24 et 25 mars 93 ainsi que celle de 5 et 6 janvier, n'ont fait que consolider le président fondateur du RPT qui entre temps est déclaré vainqueur à la présidentielle d'août 1993. Le RPT revient totalement sur scène, mais l'opposition ne lâchera pas prise. Elle engage une guerre déstabilisatrice

du pays. Le glissant terrain des droits de l'homme est mis à contribution. Plusieurs barricades diplomatiques et économiques sont dressées sur le chemin du président Eyadéma qui se bat seul contre la communauté internationale qui ne supporte plus visiblement de voir un militaire à la tête d'un Etat, alors que la démocratie s'éparpille partout sur le continent africain. Le déficit démocratique créé par les élections successives de 1993 à 2005 installe une crise sans précédent au Togo. Rupture de la coopération internationale et crise économique conjuguent leurs efforts pour fragiliser la nation togolaise. Le peuple souffre et le Général Eyadéma est contraint de signer les 22 engagements sensés ramener le Togo dans les concerts des nations démocratiques avec comme prime la reprise de la coopération internationale avec le Togo. La reprise de la coopération ne sera pas encore effective quand le président Eyadéma rend l'âme le 5 février 2005. La succession du président défunt soulève une autre crise sociale qui entache encore aujourd'hui la légitimité du président Faure Gnassingbé, malgré les deux élections transparentes organisées sous sa houlette ces quatre dernières années.

## Les législatives d'octobre 2007 réhabilitent le RPT grâce la politique d'apaisement de Faure Gnassingbé

Dès son arrivée au pouvoir, Faure Gnassingbé instaure de nouveaux rapports avec l'opposition. Il prend des décisions courageuses pour

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : [www.togoreveil.info](http://www.togoreveil.info)

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

### DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

### COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

### SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

### DODZI

### DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

### ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : [togoreveil@togoreveil.info](mailto:togoreveil@togoreveil.info)

### TIRAGE

4000 Exemplaires

### IMPRIMERIE

Service Comprim

T réorienter la politique du RPT vers un apaisement réel. Au passage, il se débarrasse avec tact de quelques collaborateurs encombrants qui ont vicié pendant ces dernières années la vision du feu président Eyadéma.

Faure Gnassingbé concrétise l'application des 22 engagements, ouvre un dialogue direct avec l'opposition radicale dont il rencontre le leader à plusieurs reprises. La stratégie séduit. Au nord du pays, il corrige les erreurs du vieux, au sud il apaise et s'ouvre à des collaborations porteuses. Le jeune président qui se renferme souvent dans un mutisme, finit par surprendre l'opinion qui croyait qu'il tergiversait. Sous le gouvernement de cohabitation de Me Agboyibo issu de l'Accord Politique Global, le RPT et la mouvance présidentielle emportent les législatives d'octobre 2007. Le parti décrié durant de nombreuses années se repositionne comme le plus populaire de tous après un scrutin dont la transparence est saluée par tous les observateurs.

#### Le RPT vit au rythme de la démocratie et enchaîne avec une autre victoire à la présidentielle de mars 2010

C'est un vrai triomphe, mais le goût de la victoire n'est pas si succulent que

ça. Le pays est à terre et doit être relevé par les bras de tous. Faure Gnassingbé appelle à l'union des togolais dans un gouvernement d'ouverture dont la mission première reste l'engagement du pays sur la voie de la réconciliation et du développement.

#### L'Après 2010, exercice périlleux pour le RPT

Le parti quarantenaire qui s'est maintenu au pouvoir, souvent par la ruse, parfois par la force et plus récemment par la volonté populaire, veut diriger autrement. Mais son passé rend ce nouvel exercice plus compliqué. L'onction et le soutien de la communauté internationale lui sont acquis. Mais les attentes du peuple se font ressentir au niveau de l'achèvement du processus de réconciliation et de la réhabilitation du pays dans tous les secteurs vitaux de la vie socio-économique. Après les tentatives infructueuses d'installation d'une contestation électorale insalubre pour l'image du pays, le candidat de substitution de l'UFC et certains de ses fidèles quittent le parti pour créer l'ANC après que leur Président national Gilchrist Olympio ait signé un accord historique de partage de pouvoir avec le RPT. Remettre le pays au travail, est désormais la seule issue pour le RPT à

qui certains partis, même les plus impopulaires, réclament encore et toujours l'alternance. La mobilisation pour relever le Togo doit s'élargir en dehors du RPT. Elle se fait mais elle a besoin de se préciser davantage pour rassurer les uns et les autres et leur offrir de croire qu'un autre Togo est possible.

#### Faure Gnassingbé ramène la Communauté internationale au pays

Depuis la conférence de bailleurs de fonds du Togo à Bruxelles en 2008, le Togo enchaîne des succès diplomatiques et inspire la confiance des bailleurs de fonds qui saluent les efforts d'assainissement des finances publiques et de la bonne gouvernance au Togo. L'embellie extérieure s'est concrétisée tout récemment avec l'élection du Togo au Conseil de Sécurité de l'ONU et la visite des principaux chefs des diplomates des plus grandes puissances de ce monde. La visite de Mme Hillary CLINTON, la première depuis l'indépendance du Togo d'une personnalité américaine de ce rang est le récent couronnement des prouesses réalisées par le Président Faure Gnassingbé pour signer le retour total du Togo dans le concert des nations fréquentables.

#### La fin des Travaux de la CVJR

Mis en place depuis Mai 2009 par le Président de la République, la Commission Vérité Justice Réconciliation, après 34 mois d'activité a remis son rapport le 3 Avril 2012. Le rapport a fait le point sur les violences à caractère politiques et scanné les différents problèmes qui ont marqué les différents groupes ethniques qui cohabitent sur le territoire togolais. Plusieurs recommandations ont été faites dans le sens de la réparation des préjudices subis par les victimes, de la lutte contre l'impunité et surtout d'éviter la répétition de tels actes à l'avenir.

#### Vers la Construction d'une nouvelle société au Togo.

Face au défi du développement qui se fonde sur la promotion du travail, la lutte contre l'impunité et l'injustice sociale, le renforcement et la promotion des droits et libertés et de la démocratie, la consolidation de l'apaisement et de la réconciliation, une nouvelle société plus promotrice des valeurs de solidarité et d'équité doit voir le jour pour traduire dans les actes l'audace et l'engagement du Président Faure GNASSINGBE.

#### Blitta, la dissolution du RPT et le commencement avec UNIR

La nostalgie ambiante qui a envahi le nombre de congressistes à Blitta, y compris le Chef de l'Etat lui-même, n'a pas fait perdre de vue que ce Congrès consacre la rupture avec le passé et marque le début d'une nouvelle ère. Une ère au cours de laquelle « le militant deviendra un acteur de premier plan dans la construction du Togo nouveau, à travers son adhésion sincère aux valeurs fondamentales que nous prônons et qui sont fondées sur le combat d'idées, la justice sociale, le respect de soi et des autres. » explique le Chef de l'Etat qui a « pleinement conscience que le nouveau chemin que nous avons ensemble choisi d'emprunter sera difficile, parsemé d'obstacles. Pour réussir, nous devons taire nos égoïsmes, surmonter définitivement nos appréhensions, faire bouger les lignes et fusionner les énergies, toutes les énergies. » L'Union pour la République devient le nouveau credo de tous ceux qui ensemble et bien au-delà du RPT se retrouvent dans les visions et démarches du Président Faure Gnassingbé. C'est ici le commencement pour tous ces nombreux togolais qui croient qu'un autre Togo est possible.

Dossier réalisé par Germain POULI

## PROVONAT : DEJA 1.500 VOLONTAIRES NATIONAUX MOBILISES, LE PROGRAMME « REGIONALISE »

Initié et mis en œuvre depuis l'année dernière par le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, le programme de Promotion du Volontariat National au Togo (PROVONAT) a déjà mobilisé et déployé 1.500 volontaires nationaux alors que le programme amorce une phase de « régionalisation » avec la mise en place, début avril, de cinq Centres Régionaux du Volontariat (CRV).

Les 5 CRV -- retenus à l'issue d'un processus concurrentiel -- sont des antennes régionales qui ont pour mission de suivre, accompagner, mobiliser les candidats ainsi que les structures d'accueil et promouvoir le volontariat au niveau des cinq régions économiques du pays.

L'ONG Partage et Action en Synergie pour le Développement (PASVD) a été ainsi retenue pour la région maritime ; l'Association Ile de Développement (AIDE), pour la région des plateaux et le Groupe de Recherche Action pour le Développement Socio-économique (GRADSE) pour la région centrale.

Dans la région de la Kara, c'est l'ONG Santé Rurale en Afrique (SAR-AFRIQUE) qui sera chargée de coordonner le PROVONAT pendant que l'ONG Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto développement (RAFIA) assumera cette tâche dans la région des Savanes.

Il s'agit, explique le coordonnateur national du PROVONAT, Combey Adama, de « rapprocher ce programme de tous les jeunes du Togo, leur donner la chance d'y participer et les suivre de plus près ».

Les 1.500 volontaires nationaux bénéficiaires du programme à ce jour -- dont 43% de femmes -- ont été mobilisés par vagues successives de 300 en septembre dernier, 700 en décembre et 500 début avril dernier. Ils sont déployés dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, des sciences sociales, économiques, techniques et juridiques, de l'administration, de la

communication et des médias pour une période d'un an renouvelable, avec à la clé une indemnité mensuelle de subsistance comprise entre 40.000 et 60.000 F CFA selon leurs qualifications.

Rappelons que le PROVONAT permet de mobiliser et de valoriser les compétences humaines disponibles au Togo en offrant aux jeunes âgés de 18 à 35 ans, la chance d'acquérir leurs premières expériences professionnelles tout en leur inculquant des valeurs de citoyenneté et d'engagement pour le Togo.

1.000 autres volontaires nationaux avant fin 2012

Selon Mme Victoire Tomégah-Dogbé, ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, environ 1.000 autres volontaires nationaux seront mobilisés et déployés sur le terrain avant la fin de cette année.

"Vous ne pouvez pas imaginer combien ce dispositif permet à ces jeunes diplômés et primo demandeurs d'emploi de participer au processus de développement de notre pays, de cultiver un certain nombre de valeurs et de se faire une première expérience. Il n'y a qu'à les rencontrer, échanger avec eux pour s'en convaincre. Vous ne pouvez pas non plus imaginer combien les structures qui accueillent ces volontaires nationaux sont satisfaites de l'apport de ce dispositif et des services des volontaires", a-t-elle indiqué.

"A travers le PROVONAT, des jeunes ont déjà trouvé une situation meilleure. Certains ont même eu un emploi stable dans des organisations internationales comme la BOAD, l'IFDC, etc, depuis seulement 6 mois. D'autres ont bénéficié de formations de renforcement de capacités notamment au Sénégal, en France, au Japon etc.", a précisé la ministre.

Pour le compte de l'année 2011, l'Etat a débloqué 500 millions de F.CFA. Le Programme des Nations Unies pour le



Développement (PNUD) a contribué à hauteur de 73. 000 dollars, soit environ 34 millions de F.CFA. France Volontaires a pour sa part apporté une contribution en ressources humaines, en mettant à la disposition du Programme, deux volontaires spécialistes.

"Pour cette année, l'Etat togolais a porté sa contribution à environ 780 millions de F.CFA, soit 280 millions de F CFA de plus que l'année dernière", a souligné Adama Combey, le coordonnateur du programme.

Rappelons que le "Volontaire national" (VN) est une personne qui accepte de son plein gré une tâche, une mission, et qui s'engage à plein temps sur une période déterminée et dont les frais de subsistance sont pris en charge.

A la différence d'un bénévole, le volontaire reçoit une indemnité de subsistance en échange de son engagement à temps plein. Les Volontaires Nationaux sont des jeunes

diplômés et primo-demandeurs d'emplois qui profitent de leur première expérience professionnelle en tant que volontaire pour développer leurs compétences.

Les missions confiées aux "Volontaires nationaux" sont d'une durée minimale de 6 mois et d'une durée maximale de 12 mois (avec renouvellement possible), mais la durée cumulée des missions ne devra pas dépasser 5 ans.

Avant leur déploiement, les VN reçoivent une bonne dose de formation aux « valeurs et principes » du volontariat. Ils prêtent serment en jurant d'accomplir leur mission « en toute intégrité, objectivité, avec dévouement, humilité, solidarité, professionnalisme » et de se conformer à « toutes les dispositions juridiques réglementant le volontariat national au Togo ».

## Sur la demande de report des législatives en décembre 2012 ou janvier 2013 LE COLLECTIF « SAUVONS LE TOGO » TEND UN PIEGE AU GOUVERNEMENT

Le mandat actuel des députés togolais à l'Assemblée Nationale arrive à terme dès le mois d'Octobre prochain et dans la foulée des préparatifs des prochaines législatives annoncées par le gouvernement en Octobre 2012 la plupart des acteurs politiques sont déjà en précampagne et affûtent leurs armes. venir. Que ce soit dans le camp du pouvoir ou de l'opposition, chacun remobilise ses troupes pour une meilleure participation aux prochaines élections législatives et locales. L'amélioration du cadre électoral étant la clé du succès des prochaines échéances, le gouvernement a décidé de prendre la mesure de la chose pour éviter la précipitation et l'impréparation en soumettant en première lecture un projet de modification du Code électoral pour tenir sur le plan pratique dans les délais constitutionnels et éviter un vide juridique.

Aux deux derniers Conseils des Ministres des 11 avril et 17 avril, le gouvernement a eu à se plancher sur la question. Deux communications ont été faites par le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales ont été faites dans ce sens. Le gouvernement a d'ores et déjà fixé la date des élections législatives et communales au mois d'Octobre 2012. Un projet de loi électorale rédigé sur la base des différentes recommandations des missions d'observation électorale des élections législatives de 2007 et de l'élection présidentielle de 2010 notamment de l'Union Européenne et sur la base des discussions, observations et consensus de la classe politique et des recommandations de l'Accord Politique Global a même été étudié par le Conseil des Ministres. Le texte vise à corriger les incohérences qui subsistent dans le code électoral du 5 avril 2000, issu de l'accord cadre et qui en dix (10) ans a subi huit modifications, selon le gouvernement. « Ce nouveau projet vise à renforcer les processus électoraux, à consolider les bonnes pratiques en matière de gouvernance et à ancrer pleinement le Togo dans la modernité politique », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des Ministre du 11 avril.

L'examen de ce projet de code vise à « attirer l'attention sur les tâches critiques du processus d'organisation des élections de 2012 afin d'éviter toute impréparation ou précipitation ». Toutes ces initiatives du gouvernement font suite à l'échec constaté du dialogue entre le gouvernement et les partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale. Mais comme au Togo tout ce qui est entrepris par le gouvernement est vu d'un mauvais œil par la classe politique de l'opposition et certaines Organisations de la Société Civile, les voix ont déjà commencé par se lever. Après l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) qui contexte le découpage électoral contenu dans le nouveau code et le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) qui exige que les élections préfectorales soient également couplées aux législatives, c'est le Collectif « Sauvons le Togo » qui se mêle à la danse

Les responsables de Collectif nouvellement né ont organisé un point de presse le 18 avril dernier pour remettre en cause le travail que gouvernement a fait au Conseil des Ministres. Dans ses différentes observations ce collectif fait remarquer qu'il n'y a pas eu de consensus dans les différentes discussions et qu'aucun parti politique n'est associé à la rédaction du projet de code électoral. Pour y remédier le collectif « Sauvons le Togo » demande au gouvernement de repousser les élections en Décembre ou en Janvier de l'année prochaine pour engager des dialogues avec la classe politique pour opérer les réformes nécessaires sur la base de consensus. Laissant de côté le refus de certains partis qui la composent à aller aux discussions, le collectif « Sauvons le Togo » croit qu'un simple report de la date des législatives suffira pour apporter le consensus.

Cette position qui consiste à demander le report sans pour autant préciser les conditions pouvant permettre le consensus paraît curieuse et s'assimile une petite manœuvre pour gagner du temps et provoquer une autre crise juridique et constitutionnelle.

En évoquant la menace des dispositions du protocole additionnel de la CEDEAO qui interdit aux Etats membres d'opérer des réformes substantielles dans les six mois avant toute élection sans un large consensus des acteurs politiques, le Collectif « Sauvons le Togo » minimise la composition du CPDC qui a toujours continué les discussions et qui est parvenu sur plusieurs d'accord. Le CPDC dont la composition est plus large en acteurs politiques que le nouveau collectif a déjà demandé au gouvernement de lui parvenir pour examen le nouveau projet de modification du Code électoral. A moins que dans l'entendement de ce collectif, certains togolais sont plus représentatifs que d'autres. Surtout que ce collectif ne contient dans sa composition aucun parti ayant des députés à l'Assemblée nationale. Le consensus au sein du CPDC n'est-il pas suffisamment large ? A moins que l'ANC, le PSR et l'OBUTS ne se considèrent comme les partis les plus incontournables du Togo. Lorsqu'on refuse de discuter il faut avoir l'honnêteté et la sagesse de laisser ceux qui veulent le faire, avancer. Tout le reste n'est que démagogie politicienne savamment organisée par un nostalgique politicien reconverti dans les droits de l'homme et très porté vers la défense de qui on sait.

Dias MISSOKO

## Suivi post opératoire de l'ONG AIMES-Afrique dans la région centrale LES MALADES DE BLITTA ET SOUTOUBOUA A NOUVEAU AU CENTRE DES PREOCCUPATIONS

Suite à sa précédente mission médico chirurgicale humanitaire foraine dans la région centrale, mission au cours de laquelle l'ONG AIMES-Afrique a consulté 5093 patients et opéré 513 parmi eux, l'association est aujourd'hui de retour dans cette même région pour le suivi post opératoire. C'est dans la préfecture de Blitta qu'a débuté, le 13 avril dernier, cette seconde phase qui sera uniquement consacrée à suivre les malades qui ont bénéficié d'opérations chirurgicales. Après trois jours passés avec les patients de Blitta, les médecins qui constituent cette équipe ont mis le cap le lundi 16 avril sur Soutouboua où les attendaient également des bénéficiaires des opérations chirurgicales. Pour cette seule préfecture de Blitta, les médecins membres de AIMES-Afrique avec à leur tête le docteur Michel Kodom s'estiment déjà satisfait puisque de tous les patients opérés il ya un mois, aucune complication n'est survenue. Pour le docteur Kodom, initiateur du projet, l'opération en soi n'est pas un problème, c'est le suivi post opératoire qui importe. Raison pour laquelle AIMES-Afrique a tenu à respecter les délais légaux pour une consultation post opératoire. C'est donc en respect des règles médicales et du principe cardinal de l'ONG AIMES-Afrique qui est le bien être des populations que se tient la seconde phase de



cette mission. Un mois jour pour jour après la dernière mission qui a pris fin le 10 mars, AIMES-Afrique est revenu sur le théâtre des opérations pour mesurer les résultats de son action.

Il faut noter que la mission médico chirurgicale dont avaient bénéficié les populations de la région centrale avait débuté le 27 février pour une durée de deux semaines et avait couvert les préfectures de Blitta, de Soutouboua, et de Tchoudjo et de Tchamba. Au cours de cette mission, au total 5.093 personnes avaient été consultées et 513 patients avaient été opérés avec succès, soit 50% des patients dont les cas nécessitaient une intervention chirurgicale. Loin de se satisfaire de ce bilan quoique élogieux, AIMES-Afrique se bat et se battra toujours aux côtés des populations pour leur apporter la santé et le bien être, a laissé

entendre le docteur Michel Kodom. Aujourd'hui c'est la région centrale qui figure en une place de choix sur l'agenda de AIMES-Afrique mais le docteur Kodom et son équipe savent qu'ils sont attendus dans tous les coins et recoins du pays. Ils y sont d'ailleurs préparés puisque la mission actuelle s'est déjà tenue dans certaines localités et se tiendra encore selon un chronogramme bien défini. La tâche s'annonce donc rude pour ce groupe de médecins novateurs avec leur concept qui consiste à apporter l'hôpital vers les populations, mais cela ne les fera certainement pas abdicuer. Ils ont alors besoin d'être soutenus et accompagnés pour la réalisation de leur idéal, de leur rêve qui est celui d'une société épanouie.

Paul Katassoli

## Le Civisme Aujourd'hui

### PAYER LES IMPÔTS, UN ACTE CIVIQUE



C'est une évidence que le développement d'une nation n'est possible que grâce à l'apport de chaque citoyen et citoyenne. Il y a certains pays au monde qui ne disposent pas de ressources naturels mais sont des nations développées grâce aux contributions de leurs ressortissants. La France par exemple vit principalement à partir des taxes et impôts. Mais au Togo, il est regrettable de constater que plusieurs entreprises et autres citoyens ne paient pas les taxes et les impôts. Malgré les différentes campagnes de sensibilisation entreprises par les autorités de

la Direction Générale des Impôts, la situation tarde à changer.

Plusieurs concitoyens expliquent leurs positions par la mal gouvernance et la mauvaise gestion des différentes recettes et autres deniers publics. Sur ce, il est difficile de voir une entreprise ou un citoyen togolais qui s'acquitte régulièrement des taxes et impôts qui leur reviennent. Or des études ont démontré que l'essor économique d'un pays vient de sa capacité à mobiliser les ressources internes. La prospérité économique d'une nation vient de la contribution

de ses citoyens et non des aides et autres prêts des autres pays qu'ils soient développés ou non. Un Etat n'est jamais riche sans les impôts et les taxes. C'est là que les citoyens togolais sont appelés à contribuer au développement de leur pays. Nous tous togolais aimons rouler sur de bonnes routes, admirons les bonnes réalisations telles que les bâtiments et les marchés publics, les écoles, etc. La réalisation de toutes ces choses est possible grâce en partie aux impôts. A ce titre, il nous revient en tant que citoyens togolais de remplir notre devoir en payant les impôts et les taxes nécessaires pour alimenter les réserves économiques de l'Etat. Plus qu'un simple devoir, c'est une nécessité à l'heure actuelle où le Togo a besoin de l'apport de tout un chacun pour amorcer son émergence à travers le développement de ses infrastructures.

La Rédaction



Notre gamme **2012**



Financer  
SOUS  
45 JOURS !

**Roulez sûr, Roulez TOYOTA**



LAND CRUISER



TOYOTA PRADO



TOYOTA FORTUNER



TOYOTA CAMRY



TOYOTA COROLLA



TOYOTA RAV4



HILUX PICKUP



LAND CRUISER PICKUP

Visitez notre Site Internet : [www.afriatech-motors.com](http://www.afriatech-motors.com)

AFRIATECH MOTORS, 01 BP 4053 Lomé, Tél : +228 22 26 60 71 Fax : +228 22 26 60 72, Email : [info@afriatech-motors.com](mailto:info@afriatech-motors.com)

**Toutes nos voitures sont Full Loaded**

## Redécoupage électoral en marche L'ANC ENTRE SCIENCE, INTRANSIGEANCE ET SUPPUTATION

Deuxième conseils des ministres en deux semaines et à l'ordre du jour, en urgence, l'examen du projet de décret portant modification du code électoral. Après les deux conseils de ministres, le gouvernement s'est attelé à doter la Commission Electorale Nationale Indépendante d'un véritable secrétariat exécutif dont les pouvoirs ont été renforcés par la réorganisation de ses démembrements. Il est également prévu un renforcement conséquent des capacités financières, humaines et matérielles de la CENI, ce qui lui permettra de prendre son autonomie pour l'organisation des élections transparentes et équitables. A part la CENI, le gouvernement se penche également sur la prise en compte et l'intégration dans la loi, électorale des recommandations des différentes missions d'observation aux élections législatives de 2007 et présidentielles de 2010. Voilà qui vient apporter une réponse aux inquiétudes des différents partenaires du Togo sur la mise en œuvre de ces recommandations.

Même si parmi ces recommandations figurent l'épineux problème de redécoupage électoral, il faut noter qu'à ce jour, aucune information officielle n'a filtré sur le nombre de députés que va compter la prochaine mandature, même si on peut dorénavant déjà se faire une idée avec les propositions du Cadre

Permanent de Dialogue et de Concertation nouvelle formule. Alors, en l'absence de toute information sérieuse émanant du gouvernement, d'où l'ANC sort-elle la proposition des 97 députés faite, selon elle, par le gouvernement, pour y riposter une fois encore avec science et intelligence. Dans sa nouvelle proposition, l'ANC monte le nombre de députés à 110 et demande à ce que sa proposition soit prise en compte par le gouvernement et cela dans les plus brefs délais. Nous dirons simplement que l'ANC est dans son élément. Ce parti de l'intransigeance et des ultimatum, déserteur des négociations et animateur de crise se trouve dans sa logique puisque de mémoire de togolais ils étaient dans un cadre de discussion tripartite RPT, ANC et CAR où ils n'ont pas pu s'entendre sur le projet d'ordre du jour. Pendant que le RPT demandait de commencer par les questions électorales puisque ce sont ces réformes qui urgent, l'ANC proposait de débiter les travaux avec les questions constitutionnelles et surtout la limitation du mandat présidentiel. Aujourd'hui, ce parti semble jouer le jeu en proposant en urgence un redécoupage sur mesure. Mais sur mesure de qui ? Alors, qui trompe qui ?

Pablo ZOUBE

### L'association Mieux Vivre Autrement-Togo en campagne de sensibilisation

## LES ELEVES DU LYCEE DE TOKOIN 2 SENSIBILISES SUR LES DANGERS DES SACHETS PLASTIQUES

Le 16 avril dernier, l'association Mieux Vivre Autrement, section Togo en abrégé MIVA-Togo a pris d'assaut les locaux du lycée de Tokoin 2. L'objectif de cette action d'envergure, c'était la sensibilisation des jeunes scolaires à une meilleure gestion des déchets plastiques après leur utilisation pour transporter les aliments et surtout les sachets emballages d'eau pure water. C'est environ un public cible d'environ 3000 personnes que visait MIVA-Togo en se rendant dans l'enceinte du lycée Tokoin 2.

Les différents intervenants lors de cette rencontre avec les scolaires ont insisté sur les dangers qui découlent de la mauvaise gestion qu'on fait des sachets. Hormis le problème de pollution, ils ont tous insisté sur les problèmes environnementaux qui accompagnent ce phénomène. On peut citer entre autre les problèmes d'inondation, de fonte de glaces, les sécheresses récurrentes... Sans oublier que dans nos pays tropicaux, les animaux errants sont également victimes de ces déchets plastiques puisque certains ingurgitent ces sachets et meurent pour cause d'indigestion.

Face à tous ces problèmes environnementaux criards causés par les déchets plastiques, MIVA-Togo a préféré anéantir le mal depuis la racine. Raison pour laquelle elle s'est intéressée aux jeunes scolaires qui sont la moelle épinière de la nouvelle société en



construction. Pour donner une grande portée à l'événement, la vice présidente de MIVA-International a personnellement pris part à cette séance de sensibilisation. En dehors de l'objectif principal de cette rencontre qui était la sensibilisation des jeunes scolaires, MIVA-Togo a profité de cette occasion pour apporter son soutien au « Club Environnement » du Lycée de Tokoin 2 par un don en matériel de collecte des ordures plastiques. Toutes les classes du Lycée ont également bénéficié des seaux plastiques de 60 litres qui devront désormais servir de poubelles. A l'avenir, le Lycée de Tokoin 2 devra donc servir de modèle en matière environnementale dans la grande communauté des établissements scolaires de Lomé. En maintenant propre leur environnement, ils

pourront également s'éviter des maladies comme le paludisme parce que pendant la saison des pluies, ces sachets abandonnés se transforment en nid de moustiques vecteurs du plasmodium.

Il faut noter que MIVA-Togo, représentant MIVA-International basée à Genève, est une association qui milite en faveur de la sauvegarde de l'environnement et de la promotion de l'énergie renouvelable. A ce titre, elle est intéressée par le bien-être des populations de base. Un bien-être mis en péril aujourd'hui par les changements climatiques. MIVA s'associe donc aux efforts des organismes internationaux en matière environnementale pour apporter aux populations de base un mieux-être.

Pablo Z. & Armand B.

## Des graves problèmes minent les familles Yoruba du Togo FACE A L'INSOUCIANCE DE LEUR ROI, LA COMMUNAUTE YORUBA SOLLICITE L'INTERVENTION DES AUTORITES TOGOLAISES



Depuis quelques semaines la communauté Yoruba au Togo est secouée par une profonde déchirure qui s'accroît chaque jour qui passe sous l'œil indifférent du roi de cette communauté nigérienne du Togo, le Kabiyési Karimu AFOLABI. Tout est parti d'une affaire de « gbass » dans une affaire, elle-même aux racines profondément familiales. Le drame qui se joue dans la propre famille du roi a pris d'autres proportions dans la communauté au point où plusieurs notables et jeunes Yoruba estiment

que leur roi, qui assure en réalité la régence du trône, se révèle un incapable ou pire encore le cerveau de la zizanie qui s'entretient au sein de la famille AFOLABI et d'une bonne partie de la communauté. Plusieurs affaires de diffamation, de détournement de société, d'expropriation de terrain, de promesses non tenues et de brimades de toutes sortes. Plusieurs membres de la famille royale et de la communauté Yoruba du Togo sont victimes des faits et méfaits du jeune frère du roi, M. Ganiou AFOLABI qui refuse toute initiative des sages de la famille pour un règlement apaisé des problèmes. En connivence avec ce dernier, le roi dit n'être au courant de rien. Les va-et-vient des sages chez lui et les diverses menaces des jeunes qui en sont généralement victime, l'ont toujours laissé de marbre. La situation est proche de l'implosion et la communauté appelle les autorités compétentes à intervenir pour rappeler le régent Karimu AFOLABI à l'ordre.

La Rédaction

## Atelier de formation DES JOURNALISTES TOGOLAIS FROTTENT AVEC LES BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

En vue de mieux outiller les professionnels de l'information sur les différents domaines des Bâtiments et Travaux Publics et leur permettre de mieux traiter les sujets y afférents, le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) a organisé à l'intention de plus d'une cinquantaine de journalistes togolais venus de tous les coins du pays, un atelier de formation dans les domaines des Bâtiment et Travaux Publics. Organisé en collaboration avec le ministère des travaux publics, les BTP et les Bureaux d'Etudes, ce séminaire de deux jours qui est un projet du CONAPP est d'une importance capitale pour les journalistes qui doivent en tirer des notions nécessaires pour faire un bon papier sur les BTP. A l'heure où le Togo connaît de grands travaux de BTP à travers tout son territoire, plusieurs journalistes abordent les sujets de la construction des routes et forcément des questions liées au domaine de Bâtiment et Travaux Publics.

Les traitements que font souvent les journalistes des sujets de ce domaine ne ménagent pas tellement les entreprises œuvrant dans ce domaine et le gouvernement. Le séminaire qui est un projet du CONAPP bien défendu par Jacques Djakouti, vient à point nommé pour éclairer la lanterne des journalistes sur les BTP. Ce qui a plu aux entreprises de BTP qui ont accepté d'apporter leur contribution dans l'organisation et l'animation de l'atelier. Les différents thèmes du séminaire qui prend fin aujourd'hui même sont développés par des experts venus du ministère des travaux publics, de la direction des Travaux Publics et de l'AGETUR. Quatre thèmes ont été développés et débattus au cours du séminaire qui s'est tenu sur deux jours. Il s'agit de Procédure de passation des marchés, les différentes étapes de la mise en œuvre d'un projet routier, rôle et communication des médias dans l'exécution d'un marché public, contribution des entreprises étrangères et bureaux d'études étrangers au développement des infrastructures routières. Toutes ces communications ont permis aux journalistes de tirer les informations sur le domaine des BTP pour mieux traiter les sujets relatifs à ce domaine, maîtriser tous les contours des BTP entre autre. C'est le Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication, Biossey Kokou Tozoun qui a procédé à l'ouverture des travaux de cet atelier en présence du Directeur Général Adjoint des travaux publics et du représentant du ministre de la communication. Pour le Président de la HAAC, ce genre de séminaire est particulier parce qu'il met face à face les journalistes et les experts d'un domaine ou d'un secteur donné. « Le travail journalistique ne commence véritablement que lorsque le journaliste maîtrise le sujet qu'il veut traiter et servir à ses lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, sans que pour autant les données techniques qu'il va fournir donnent lieu à des explications indigestes pour le consommateur de son produit. C'est là où intervient l'expert. » a déclaré Kokou Tozoun.

Les travaux qui prennent fin cet après-midi ont permis aux journalistes d'avoir des explications et des éclaircissements sur le déroulement des travaux publics en cours d'exécution tant à Lomé qu'à l'intérieur du pays. L'organisation de ce séminaire est une initiative intéressante à rééditer dans d'autres domaines connexes au métier de journaliste.

Didier ASSOGBA

## Amen Viana de retour avec un deuxième album « PEARLS AND GOLD », LE FRUIT DE PLUSIEURS ANNÉES DE TRAVAIL PERSONNEL



Son premier album « Gamesu » a été sorti en 2007 en France avec deux autres instrumentistes avec qui il avait formé le groupe Maleeka. Depuis lors, la situation géographique a séparé Amen Viana et ses compagnons. C'est alors que le jeune guitariste togolais se consacre à son instrument aux côtés de certains grands artistes en Europe et aux Etats-Unis tels que Keziah Jones, Surfer Grils, Géraldine Ross. Insatisfait de ce succès, l'artiste a tenu à faire un produit musical qui peut bien refléter sa maturité et le fruit de son succès personnel. C'est effectivement ce qui vient d'être fait avec la sortie de son deuxième album, cette fois-ci en solo. Invité pour prêter sur à la 5e édition du festival Africa Rythmes,

l'artiste togolais a mis le paquet pour revenir au pays avec un album de 14 titres tout en acoustique entre blues, pop et rock. L'album est baptisé « Pearls and Gold » qui signifie littéralement « Perles et Or ». Cet album « Perles et Or » de Viana Edem Ayaovi dit Amen se veut un album concept qui met en avant le côté personnel de l'artiste. Comme pour tous les autres artistes togolais, c'est une autoproduction. Toutes les chansons de l'album ont été entièrement jouées par l'artiste lui-même. Les chansons sont en Mina pour la plupart, en français et en Anglais. Plusieurs morceaux sont titrés en anglais pour le côté commercial international de la carrière de l'artiste guitariste qui vit depuis 2004 en France.

Amen Viana a eu à jouer avec plusieurs stars de la musique togolaise dont les plus en vue sont Jimi Hope et King Mensah. Pour Amen Viana, l'instrument de musique n'est pas qu'un instrument, c'est une arme à travers laquelle l'artiste s'exprime. « Le Togo a des talents à revendre. Mais il y a un travail de base à faire pour rehausser le niveau national. La clé du succès, c'est le travail », a déclaré l'artiste à l'endroit des jeunes togolais.

Didier ASSOGBA

## Retour en image sur l'exposition de Gustave DJONDA AKPEHOU du 11 au 28 avril 2012 à l'Institut Français de Lomé



Le plasticien Gustave DJONDA AKPEHOU(en blanc) explique "Ce rouge qui m'appartient" à M. Christian ADOVELANDE, président de la BOAD(au milieu) et à M. Charles WALLA AZOUMARO, DG de AFRIATECH, parain de l'événement

## Fin de l'édition 5 du Jeu « Les Concurrents » LE COLLEGE CHAMINADE SORT VAINQUEUR

Commencé le 18 février 2012, le grand événement télé qui implique les établissements scolaires du Togo, le jeu les concurrents, a refermé ses rideaux samedi dernier après une rude bataille entre le collège Chaminade et le Lycée Tsévié 1. A l'issue de cette finale, le collège Chaminade est sorti vainqueur et a ravi le trophée au Lycée de Baguida, son prédécesseur. Après quatre éditions, le public a pu constater cette année des innovations qui démontrent la maturité d'un concept qui est né et a su s'enraciner pour devenir le plus grand événement culturel et intellectuel organisé dans notre pays pour les élèves. En effet l'innovation majeure qui a vraiment intéressé le monde scolaire, le public, les parents d'élèves et les mordus de ce jeu est la participation active au jeu des filles appelées « princesses » et qui ne jouaient que le rôle de décors dans les éditions précédentes. Le jeu de cette année a démontré également que les établissements scolaires de l'intérieur du pays qui ne sont rentrés dans la danse qu'à partir de la 2e édition sont en mesure d'aller jusqu'au bout. Dans cette optique, on a pu constater avec satisfaction une finale entre deux écoles venues de l'intérieur du pays. Sponsorisé par Togotélécom et beaucoup d'autres partenaires, les meilleurs ont pu partir avec des prix composés d'ordinateurs, les clés USB Hélim jeunes, des livres et bien d'autres cadeaux. Le jeu les concurrents bénéficie aussi du soutien du chef de l'état M. Faure Gnassingbé qui a offert la bagatelle somme de 1000000F CFA au vainqueur et 500000F CFA au 2e finaliste. Il a également mis des bus à dispositions des établissements pour faciliter le déplacement des concurrents et de leurs supporters.

Placé sous le label de la culture de l'excellence, le jeu de culture général, Les Concurrents met en valeur la qualité de l'enseignement dans notre pays et contribue à relever le niveau des élèves à travers les recherches. L'édition 5 est finie, et les élèves peuvent se tourner vers la préparation de leurs divers examens tout en se préparant pour l'édition prochaine.

London KAWANA (Stagiaire)



NOUVELLE JEUNESSE POUR LE SOUTIEN AU PRESIDENT FAURE



### COMMUNIQUE DE PRESSE

Le samedi 14 avril 2012, son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE Président de la République a présidé dans la ville d'Atakpamé les travaux qui ont abouti à la naissance d'une formation politique dénommée Union pour la République (UNIR) dont il est le Président Provisoire.

La Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure (NJSPF) qui a compris depuis plus de 3 ans déjà qu'une nouvelle formation politique présidentielle était indispensable pour permettre au Chef de l'Etat de traduire dans les faits sa vision pour un Togo uni et prospère, se réjouit du courage, et de l'engagement du Président de la République qui a dû transcender certains acquis légitimes de la mouvance Présidentielle pour s'adapter aux exigences du contexte politique national et international.

La NJSPF se félicite du fait que ses nombreux appels lancés à l'endroit du Chef de l'Etat pour la création d'un nouveau parti politique d'ouverture, des appels qui ne sont d'ailleurs que l'expression de la volonté de l'immense majorité des togolais soient entendus.

La NJSPF demande à la jeunesse togolaise et à celle de la diaspora d'être mobilisées aux côtés du Président de la République pour l'accompagner dans cette nouvelle page de l'histoire du Togo qui nous en sommes persuadés créera des meilleurs conditions de vie aux togolais de quelque bord qu'ils soient.

La NJSPF souhaite plein succès au parti UNIR, pour le renforcement des valeurs de réconciliation, de paix et de développement prônées par le Président de la République.

Fait à Lomé le 16 avril 2012

Pour la NJSPF, le Président National

*(Signature)*  
N.J.S.P.F.  
Noël M. DE POUKN

La Jeunesse du Président Faure!

Tél. (00228) 22 42 62 00 / (00228) 90 96 54 94 - (00228) 98 78 34 63 - Email : njspf@yahoo.fr

Siège national : Bvd. de la Kara prolongé . Quartier Tokoin Wuiti. en face de la salle du royaume des témoins de Jéhovah.



# Promo Pâques 2012

Jusqu'au **30 avril 2012**, profitez de la grande promo sur les **packs illico** et les **packs HELIM Nomade**



## Pack HELIM Nomade

**Modem USB offert**

- + 1 carte SIM
- + Frais d'accès Internet

**24 995 F CFA**

~~40.900 F CFA~~

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

**HELIM**  
nomade

**Internet**  
où je veux, quand je veux !



## Offrez-vous un illico

à partir de

**28 000 F CFA**

**Offres en options**

- Accès à Internet
- Souscription à M'FRI

**illico** le fixe sans fil



autres packs  
illico disponibles

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou appelez le **112**.

### ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale  
Avenue Nicolas GRUNTZKY,  
ancien siège.  
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM  
Ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE  
Juste après la Brasserie BB  
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME  
Face Église d'Adidogomé  
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBQU-KOME  
Face mosquée de l'ex Zongu  
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom  
PLACE DE L'INDÉPENDANCE  
Place de l'Indépendance  
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO  
Espace HELIM, ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT  
Près du Rond-Point du PAL  
Tél : (228) 22 27 46 03

### ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE  
Près du grand marché de NDANYI  
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO  
Dans le bâtiment de l'UTB  
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME  
Près de la Préfecture  
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME  
Face à la station TOTAL  
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE  
Face au marché - Après CNSS  
Tél : (228) 25 60 01 21

Espace Telecom KARA  
Près du stade Municipal  
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG  
Face au commissariat  
Tél : (228) 27 70 83 00

**TOGO TELECOM, La Référence**

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)